

TAUPE ROUGE SNCF



brochure du secteur

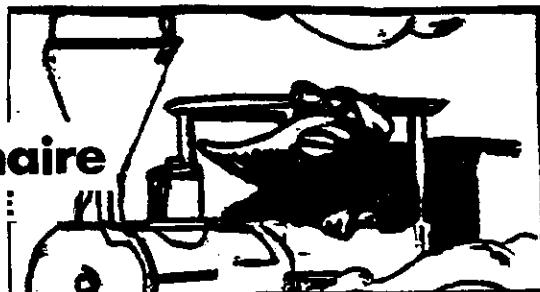


de la ligue communiste
révolutionnaire

IL FAUT LES CHASSER !



au sommaire



<i>Introduction</i>	<i>page 3</i>
1. <i>L'offensive de la bourgeoisie contre les travailleurs</i>	<i>p 4</i>
2. <i>Les attaques contre les cheminots</i>	<i>p 6</i>
3. <i>Automne-hiver 1980 : les luttes montrent la nécessité de la grève générale de la SNCF</i>	<i>p 9</i>
4. <i>A l'élection présidentielle, Giscard peut être battu !</i>	<i>p 12</i>
5. <i>Construire la LCR</i>	<i>p 15</i>

INTRODUCTION

La crise mondiale du capitalisme montre — s'il en était encore besoin — que les travailleurs n'ont rien à attendre de ce système. Ils ne doivent pas espérer le « réformer », le « redresser », parce qu'il est fondé sur leur exploitation. Plus que jamais, la lutte pour mettre à bas les exploiteurs, pour le socialisme, pour le pouvoir des travailleurs est d'actualité.

Pour sauver les profits, la bourgeoisie a déclenché dans chaque pays une attaque furieuse contre la classe ouvrière. Mais elle n'est pas satisfaite. Les millions de travailleurs jetés sur le pavé, le blocage et la régression du pouvoir d'achat, etc., ne leur suffisent pas. Aux USA, par exemple, un rapport officiel assure qu'il faudra réduire de 25 % (!) le pouvoir d'achat de 60 % des salariés américains pour retrouver une croissance de 5 %.

En France, nous ne sommes pas épargnés. Comme ailleurs, pouvoir et patronat attaquent sur tous les fronts. Les travailleurs ne se laissent pas faire. A chaque attaque, ils montrent leur combativité, leur volonté d'en finir avec Giscard et ses amis du patronat. Par leurs luttes et par leurs votes. Souvenons-nous des luttes des arsenaux, de la sidérurgie, des instituteurs au printemps dernier. En même temps, lors des élections partielles, la gauche — malgré le triste spectacle qu'elle offre — maintient ses voix.

Pourtant, Giscard et les patrons marquent des points. Pourquoi ? C'est la question clef à laquelle il faut répondre.

C'est que, face à une telle attaque, les travailleurs ont besoin de faire tous front pour engager la contre-offensive. Or, c'est la politique inverse que les directions du PS, du PC, de la CGT et de la CFDT ont choisie. Surenchère dans la division et refus d'organiser une riposte effective : voilà ce qu'ils nous offrent. La division PC-PS ne leur suffisait pas ; Maire et Séguy viennent de la prolonger au plan syndi-

cal, permettant aux patrons d'accroître encore leur arrogance.

Hier ils proposaient la perspective trompeuse de l'Union de la gauche. Nous avons mis en garde contre cette politique démobilisatrice qui prétendait s'attaquer aux capitalistes en compagnie de défenseurs du capitalisme : radicaux et gaullistes soi-disant de gauche. Elle a fait faillite avant même d'arriver à son terme.

Aujourd'hui, ils n'avancent plus de perspective du tout.

- Le Parti communiste joue la politique du pire en se préparant quasi ouvertement à la réélection de Giscard. Il ne cherche pas à battre la droite à l'élection présidentielle, mais à se renforcer.

Pour compenser, il assure que la seule issue est la lutte. Mais il refuse la perspective d'un « tous ensemble » — il a eu bien trop peur de Mai 68 — qui permettrait réellement de stopper l'offensive de la bourgeoisie.

- La direction de la CGT est sur la même longueur d'onde. Elle dénonce à juste titre le « recentrage » de la CFDT. Mais, refusant ainsi de préparer une riposte de toute la classe ouvrière, elle laisse les différents secteurs lutter sans perspective, les uns après les autres.

- Le Parti socialiste ne sait que proposer de voter massivement pour lui, il cherche dans la dénonciation des pays de l'Est et du PC la justification de son opposition respectueuse au régime. Il se prête au petit jeu des « convergences » avec le RPR, et Mauroy prône le dialogue « républicain » avec Giscard.

- La CFDT, elle, est « réaliste ». Ce qui signifie dans son langage, accepter les contraintes du capitalisme. Elle vient d'ailleurs de déclarer « intéressante » la démarche des syndicats américains qui, on le sait, sont à la botte du grand capital US.

Giscard et Barre utilisent les déclarations tonitruantes du PC et de

la CGT comme épouvantail. Ils flattent le PS pour alimenter la division.

Bref, c'est un ballet bien réglé, où chacun joue son rôle. Et ce sont les travailleurs qui font les frais de cette sinistre mascarade.

Face à cette situation, la LCR appelle à se mobiliser, à ne pas laisser les mains libres à tout ce petit monde.

Nous ne devons pas laisser se développer l'idée fausse et démoralisante que Giscard est sûr d'être réélu. Giscard peut être battu ! Par les luttes et par les urnes.

Pour cela il est essentiel que s'affirme dans les semaines qui viennent un puissant courant pour la mobilisation unitaire des travailleurs : unité contre l'austérité, unité pour chasser Giscard !

Cela veut dire dès maintenant exiger :

- de l'ensemble des organisations ouvrières, en premier lieu des organisations syndicales, la riposte unitaire aux attaques du pouvoir et du patronat ;
- du PS et du PC qu'ils fassent campagne pour battre la droite, qu'ils s'engagent dès aujourd'hui à se désister sans condition pour celui de leur candidat arrivé en tête au premier tour de l'élection présidentielle et à gouverner ensemble.

Les cheminots sont d'autant plus concernés qu'ils sont menacés par l'échéance de 1982.

Pour montrer qu'à côté des impasses du PC et du PS une autre voie existe : l'unité des travailleurs — sans taire les désaccords — dans la lutte comme dans le vote, la LCR présente Alain Krivine à l'élection présidentielle.

Vous tous qui, sans être d'accord avec nous sur l'ensemble des questions, partagez notre volonté de tracer cette autre voie.

Vous qui refusez de vous résigner devant la division, qui voulez œuvrer à la mobilisation des travailleurs contre les attaques de la bourgeoisie et à la défaite de Giscard.

Soutenez la campagne de la Ligue communiste révolutionnaire et la candidature d'Alain Krivine.

1 L'OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE CONTRE LES TRAVAILLEURS

La crise économique s'aggrave et les travailleurs continuent à en faire les frais. A la fin du mois de juillet 1980, on comptait en Europe 6 700 000 chômeurs, soit 6,1 % de la population active. L'inflation n'a pas ralenti pour autant et il en résulte une perte du pouvoir d'achat pour la majeure partie des salariés.

En France, pour la grande masse des travailleurs, pour chacun de nous, les attaques du patronat et du gouvernement Giscard-Barre sont insupportables. Le résultat de plus de six ans de pouvoir giscardien, c'est 1 800 000 chômeurs (l'on atteindra bientôt les deux millions) et, pour la première fois officiellement reconnue, une baisse du pouvoir d'achat (de 0,1 à 3,9 % d'octobre 1978 à octobre 1979 selon le ministre du Travail).

Ils veulent nous faire payer la crise.

• Par l'augmentation du chômage

Celui-ci frappe tout particulièrement les jeunes et les femmes. L'objectif du patronat est, à la faveur de la crise, de constituer un volant de chômage qui lui permette de faire pression sur les salaires, les conditions de travail et les luttes de ceux qui ont un emploi. La situation des chômeurs est dramatique pour beaucoup. En effet, avec la réforme récente de l'indemnisation du chômage — par la suppression de l'aide publique — il apparaît que 560 000 personnes inscrites au chômage ne perçoivent aucune indemnité, dont 300 000 jeunes.

• Par le blocage des salaires

Chaque automne, c'est le Premier ministre en personne qui écrit aux différents ministres et secrétaires d'Etat chargés du secteur public et nationalisé pour leur dicter la politique salariale à suivre et donner l'exemple de fermeté à toutes les

entreprises. Résultat : avec une inflation de l'ordre de 15 %, c'est la baisse du pouvoir d'achat officiellement reconnue l'an dernier. Cette année, la situation s'est aggravée avec l'accélération des hausses de l'été (gaz, électricité, loyers, métro, essence...). Le pouvoir d'achat du taux de salaire ouvrier a baissé de 0,3 % au premier trimestre et R. Barre lui-même a annoncé la couleur en déclarant que « le maintien du pouvoir d'achat devenant un objectif de plus en plus ambitieux » !

• Par la dégradation des conditions de travail et la répression

Dans toutes les entreprises, il faut produire plus en moins de temps. La modernisation des installations vise à accroître encore la productivité, pas à améliorer le sort des travailleurs ; bien au contraire, les cadences sont augmentées. La répression antisyndicale s'amplifie contre tous ceux qui contestent la politique patronale.

• Par les attaques contre la santé des travailleurs

Après avoir imposé les ordonnances contre la Sécurité sociale avant Mai 68, ils s'en prennent à nouveau à cette conquête des travailleurs avec la loi Berger et la nouvelle convention médicale. Si la loi Berger a été retirée suite à la mobilisation ouvrière, on peut être sûr que le gouvernement n'a pas abandonné son objectif et qu'il reviendra à la charge.

• Par les plans de démantèlement et de rentabilisation des services publics

Les nuages qui nous menacent sont nombreux. Ils s'appellent rapport Guillaumat à la SNCF, rapport Rippert aux PTT, rapport Farge pour l'ANPE, rapport Marchenaud pour le transport aérien, rapport Guichard pour les collectivités locales, rapport Nora-Minc sur l'informatique. D'autres « rapports », « brochures »,

« réformes » existent aussi à l'EGF, dans la recherche et l'Education nationale, dans les banques... Ces gens-là écrivent beaucoup mais ce n'est pas dans l'intérêt des travailleurs. L'exemple de l'ORTF est là pour le montrer.

• Par les mesures Bonnet-Stoléru

contre les travailleurs immigrés

Ils veulent instituer une carte de séjour unique valable un an et éventuellement renouvelable. Pour des motifs divers (« ordre public », ressources insuffisantes ou non régulières, retour traditionnel de congés payés hors de France...), le renouvellement pourra être refusé. Après les avoir surexploités dans leur travail et parqués dans les foyers taudis, le gouvernement veut en faire les boucs émissaires de la crise et les renvoyer.

• Par une politique de destruction de la classe ouvrière

De plus en plus se développent les boîtes d'intérim, le recours à la sous-traitance, les emplois précaires (auxiliaires, contractuels), le travail à temps partiel ou les horaires variables. Par toutes ces mesures, le gouvernement et le patronat cherchent à diviser les travailleurs : entre Français et immigrés, entre travailleurs à statut et travailleurs sans statut, entre travailleurs ayant un poste stable et travailleurs ayant un poste instable, entre hommes et femmes, jeunes et vieux... A ce rythme, les employés d'une même entreprise auront bientôt des patrons différents et des horaires différents. On mesure les difficultés pour unifier les revendications et les luttes.

• Par leur politique de restructuration industrielle et d'aménagement du territoire

Pour affronter la concurrence internationale, ils privilient certains

secteurs compétitifs et sacrifient délibérément les « canards boiteux ». Ces restructurations industrielles et la recherche d'amélioration de la productivité ne peuvent qu'aggraver la situation de l'emploi.

La politique d'aménagement du territoire se fait en faveur de la région parisienne, des régions au contact de pays limitrophes ou situées sur de grands axes de communication, mais provoque la désertification d'autres régions. Les travailleurs de Bretagne ou d'Occitanie sont ainsi contraints de devenir « les immigrés de l'intérieur » pour trouver du travail.

Les profits se portent bien, merci.

Toute la politique de Barre a consisté à combiner :

- l'encouragement aux profits capitalistes, aux investissements et aux exportations ;
- des mesures d'austérité frappant la classe ouvrière.

Cette politique d'austérité cynique s'est traduite par des résultats favorables aux patrons. Selon l'INSEE, les bénéfices de l'ensemble des entreprises françaises ont progressé de 15 % de 1978 à 1979. *Le Nouveau Journal* a publié les résul-

tats d'exploitation de six cents entreprises au 13 juin 1979 : par rapport aux six premiers mois de 1978, il apparaît une augmentation des profits de 60 %. C'est la compression des salaires, la croissance des prix à la production favorisée par la « libération » des prix et le faible coût du crédit pour les entreprises industrielles qui ont permis cela.

De nouvelles menaces à venir.

Après le texte visant à réglementer le droit de grève à l'EDF, après les déclarations de Vivien (RPR) sur la limitation du droit de grève, le projet de loi Peyrefitte, qui viendra en discussion au Sénat à l'automne, est une escalade sans précédent. Ce projet s'attaque aux libertés, soumet la justice au pouvoir d'Etat et assimile les syndicalistes à des délinquants de droit commun.

C'est ensuite le rapport Giraudet sur la réduction et l'aménagement du temps de travail. Bien que la négociation avec les organisations syndicales n'ait pas abouti, le patronat espère bien atteindre son but qui est de faire sauter les garanties de la loi de 1936. Les patrons veulent avancer vers une gestion plus souple de la main-d'œuvre et, pour

cela, ils veulent remettre en cause le principe d'un horaire hebdomadaire maximum de travail, la réglementation du travail de nuit pour les femmes, des garanties pour les travaux pénibles et le travail posté.

Ce sont encore les nombreux rapports préparatoires au VIII^e Plan (1980-1985) : rapport Giraudet (encore lui !) sur le comité des transports pour le VIII^e Plan et rapport Lenoir sur la politique sociale pour le VIII^e Plan lesquels nous, cheminots, sommes particulièrement concernés.

Ainsi, c'est au plus haut niveau du patronat et du gouvernement qu'est orchestrée l'attaque contre les travailleurs. Les restructurations et leur cortège de chômage, la politique de blocage des salaires, les attaques contre la Sécurité sociale, les plans de démantèlement des services publics, les attaques contre les travailleurs immigrés, le renforcement de l'arsenal répressif, tout est préparé, main dans la main, par le CNPF et le pouvoir Giscard-Barre. Avec, comme horizon, avril 1981 qui doit leur permettre, si Giscard est vainqueur, une offensive de grande ampleur contre les travailleurs.



2 LES ATTAQUES CONTRE LES CHEMINOTS

Le Premier ministre Barre vient une nouvelle fois d'insulter les travailleurs du secteur public et nationalisé. Il paraît que nous serions des nantis. Il ne manque pas d'air cet individu dont la presse a affirmé, sans être démentie, qu'il avait bénéficié de certaines « facilités » pour s'acheter une villa sur la Côte d'Azur. Mais tout est bon pour attaquer les travailleurs.

Il faut savoir que plus de 270 000 fonctionnaires et agents des collectivités locales gagnent moins de 2720 F nets par mois, et qu'ils sont 1 450 000, soit près de 50 % des effectifs à percevoir moins de 3 500 F nets. Si on ajoute à cela plus d'un million d'agents sans contrat de travail ferme, on mesure mieux le cynisme de l'individu.

Les cheminots, des nantis ?

Le salaire d'embauche brut mensuel niveau O1.A.1 dans la zone la plus faible est de 2791, 93 F (traitement 2 262, 99 F + indemnité de résidence 319,74 f + 209F prime moyenne catégorie la plus faible) ce qui fait un salaire net de 2 512,19 F.

Fin mai 1980, pour les 245 000 cheminots du cadre permanent, la situation est la suivante. Voir tableau.

d'achat. Même scénario cette année où le retard des salaires sur les prix a été de 1,9 % en janvier ; 3 % en février ; 1,7 % en mars ; 1,15 % en avril ; 2,15 % en mai. Cette perte de pouvoir d'achat n'est jamais rattrapée par le « réajustement » de fin d'année.

Le contrat salarial à la SNCF applique donc les consignes de Barre et organise la régression de notre pouvoir d'achat.

Les cheminots, des paresseux ?

En vingt ans, de 1959 à 1979, le trafic (voyageurs + marchandises) a augmenté de 46 %, les effectifs ont diminué de 28 %, la productivité a augmenté de 146 %. Cela veut dire qu'avec de moins en moins de cheminots on transporte davantage de marchandises et de voyageurs.

Par ailleurs, réorganisations constantes des chantiers, regroupements d'activités (centres comptables, triages, entretiens, magasins, dépôts, brigades de la voie, postes d'aiguillage...), suppressions de postes et accélérations des cadences, modernisation, tout cela est utilisé pour accroître la productivité et atteindre l'objectif du contrat d'entreprise : la réduction des coûts

de notre productivité n'a pas servi à améliorer nos conditions de travail. Les modernisations successives que nous avons connues ont surtout provoqué de nouvelles baisses d'effectifs, ce qui n'améliore pas la sécurité.

En 1978, dans la présentation du bilan social, la direction générale annonce 12 036 accidents du travail ayant entraîné un arrêt du travail et 69 accidents du travail mortels (47 sédentaires, 8 roulants, 14 ouvriers d'entreprises travaillant pour la SNCF).

Trouvant sans doute notre travail insuffisant, la direction, appuyée par le ministre des Transports Le Theule, a mis en œuvre une nouvelle réglementation du travail (PS 4) en retrait sur la précédente. Elle a pour but de permettre l'utilisation maximum de chaque agent. Ainsi, il n'y a plus d'horaire fixe pour les sédentaires mais une moyenne de huit heures par jour calculée sur le mois ce qui ouvre la possibilité de faire varier la durée de la journée de travail suivant l'importance du trafic. Pour les roulants, cela signifie des roulements toujours plus tendus au détriment des conditions de vie et de travail.

Par ailleurs, au détour d'un article, le nouveau PS 4 officialise l'équipement des trains par un seul agent ce qui provoquera à terme la suppression de 10 000 emplois. Appliqué en janvier 1980 sur le réseau Sud-Est, cette disposition devrait s'étendre aux réseaux Est et Nord pour le service d'hiver 1980-1981, et aux réseaux Ouest et Sud-Ouest à partir de janvier 1981.

Enfin, l'introduction massive de l'informatique à la SNCF va bouleverser l'organisation du travail (3 000 nouveaux terminaux d'ici 1985). La réservation des places, la gestion du personnel, la gestion centralisée du trafic marchandise, la gestion des stocks et du parc matériel, les distributeurs et les contrôles automatiques de billets, demain le pilotage automatique des

22 250 cheminots (9,09 %) gagnaient moins de 3 000 F nets mensuels
44 806 cheminots (18,32 %) " 3 200 F " "
135 485 cheminots (55,38 %) " 4 000 F " "
218 256 cheminots (89,22 %) " 6 000 F " "

Par ailleurs, la grande majorité des 30 000 auxiliaires et contractuels gagne moins de 4 000 F par mois.

L'an dernier, nos salaires ont couru après les prix et nous avons connu une perte du pouvoir

et en particulier des couts en personnel.

Et les conditions de travail ?

Cet accroissement spectaculaire

trains, toutes ces activités vont vivre à l'heure de l'informatique. Les conséquences ont pour nom : augmentation de la productivité, baisse des effectifs, processus de déqualification, restructuration des postes, détérioration des conditions de travail.

Les trusts pillent la SNCF

Pour nous culpabiliser et nous inciter à modérer nos revendications, on nous rebat les oreilles avec le déficit de la SNCF. Qu'en est-il donc réellement ?

La SNCF fait des cadeaux aux gros utilisateurs marchandises par le biais de la tarification mais pas aux voyageurs qui sont essentiellement des salariés :

- De 1949 à 1975, le prix de vente du km-marchandises a été multiplié par 2,7 alors que l'indice des prix de gros l'a été par 3,7.
- Dans la même période, le prix de vente du km-voyageur a été multiplié par 5,1 alors que l'indice des prix de détail l'a été par 4,4.

Le journal *le Monde* du 31 mars 1978 rapporte l'exemple d'un train de produits pétroliers acheminé en 1968 aux prix de trois centimes la tonne par kilomètre. Des accords tarifaires secrets sont passés entre la SNCF et de gros clients.

Par contre la SNCF achète au prix fort le matériel dont elle a besoin. Les sociétés productrices de matériels ferroviaires font ainsi des profits sur le dos de l'entreprise nationale.

- De 1968 à 1976, le prix d'une locomotive électrique 1 500 volts continu a été multiplié par 2,2 alors que l'indice des prix de gros l'a été par 1,9.
- Un appareil de voie dont le coût est de 37 000 F dans les ateliers SNCF coûte plus de 43 000 F dans les ateliers du privé.

Par ailleurs, la SNCF verse des allocations annuelles aux propriétaires des wagons de particuliers (90 milliards de centimes en 1975) et aux propriétaires d'embranchements particuliers. Elle loue ou vend à faible prix des terrains, des locaux ou des emplacements. Elle transfère les trafics intéressants à des filiales ou sous-filiales. Elle paie les études des matériels nouveaux et ce sont les entreprises privées qui empêchent les bénéfices à l'ex-

portation. Et on pourrait encore allonger la liste.

Il s'agit en fait d'un véritable détournement de recettes qui permettrait largement de satisfaire nos revendications et de combler le soi-disant déficit.

De nombreux plans de restructuration

Depuis le rapport Nora (1967) jusqu'au rapport Guillaumat (1978), en passant par le contrat de programme (1969) ou les études sur le plan d'entreprise (1977), les plans de restructuration de la SNCF n'ont pas manqué. Tous ont eu pour but de réduire les coûts (en particulier de personnel) et d'adapter l'outil ferroviaire au service du grand capital.

Le 14 mars 1977, le directeur des transports terrestres demandait à la SNCF « de réfléchir à une évolution menée avec plus de rigueur, l'amenant au cours des quinze prochaines années à l'exploitation d'un réseau restreint, assurant la majeure partie du trafic avec l'aide d'un personnel ne s'élevant peut-être qu'à 50 ou 60 % de l'effectif actuel. »

Le 20 juillet 1977, le directeur général faisait connaître les études en cours ; l'une des hypothèses prévoyait une réduction du réseau à 15 000 km.

Le 9 août 1978, le Conseil des ministres a adopté le rapport Guillaumat. Dans sa lettre de transmission, celui-ci écrit : « L'échéance de 1982, fin de la concession de l'Etat à la SNCF, est assez lointaine pour permettre d'étudier un remodelage de la société nationale. Ce remodelage, lié à une refonte de l'appareil de transport collectif dans son ensemble, pourrait s'appuyer très largement sur les instances régionales et locales dont les responsabilités et les ressources gagneraient à être accrues. »

Qu'il s'agisse ensuite du contrat d'entreprise signé en 1979 entre la SNCF et l'Etat, du plan d'entreprise qui vient de paraître et qui est l'application concrète du contrat, ou encore du tout récent rapport Giraudet sur le comité des transports pour le VIII^e Plan, tous se situent dans la même perspective que le rapport Guillaumat.

Il s'agit d'aller vers un réseau restreint (20 000 km au lieu de 37 000 actuellement) de lignes essentiellement électrifiées, de transférer sur route ou de fermer de

nombreuses lignes omnibus, de restructurer le trafic marchandises au profit des gros utilisateurs, de remettre en cause les réductions sociales, de diminuer énergiquement les effectifs. Le rapport Lenoir sur la politique sociale pour le VIII^e Plan envisage de remettre en cause le départ à la retraite à 50 ans ou 55 ans pour certaines catégories de salariés.

Ainsi, c'est dans les cabinets ministériels que l'on décide de notre sort. Les Giscard, Barre et tous leurs grands commis se préparent à remettre en cause nos acquis. Il ne faut pas leur en laisser l'occasion.

La SNCF, instrument de leur politique de restruction industrielle et d'aménagement du territoire.

Par la restructuration des transports marchandises, la SNCF veut s'adapter aux besoins des grandes entreprises.

C'est le cas de l'expérience du Mans, qui aboutit au maintien de sept gares (appelées gares multifonctions) sur cinquante-six, qui favorise le trafic sur embranchement particulier et par train complet, qui privilégie les utilisateurs dont le volume de trafic est important. Cette expérience est en cours d'extension sur les régions de Strasbourg, Amiens, Toulouse et Dijon. La direction vient par ailleurs de révéler que des études sont en cours pour la transformation de six cents gares en gares multi-fonctions (GMF). Cela signifie de nombreuses fermetures de gares et une diminution importante des effectifs.

Par cette restructuration, la SNCF favorise les grosses entreprises au détriment des petites, et participe ainsi à la politique de restructurations industrielles que mettent en œuvre grand patronat et gouvernement.

Par la restructuration du transport omnibus, la SNCF accentue la désertification de certaines régions.

Le contrat d'entreprise donnait la possibilité à la SNCF de transférer sur route ou de fermer des lignes omnibus. Elle ne s'en est pas privée. Au service d'hiver 1979-1980, 104 km de lignes sont touchées.

Au service d'été 1980, encore 500 km et au service d'hiver 1980 c'est 500 km de plus.

Par ailleurs, le gouvernement a promulgué un décret (n° 79.832 du 24 septembre 1979) relatif à la généralisation de la décentralisation en matière de transports collectifs régionaux. Le pouvoir tente de transférer aux régions la responsabilité du transport omnibus ferroviaire. Cette politique ne peut qu'aggraver les disparités entre régions riches et régions pauvres et aboutir à un aménagement du territoire favorisant les régions hautement industrialisées et accentuant l'isolement des populations rurales.

1982 : une échéance décisive

C'est à cette date que prend fin le contrat liant la SNCF à l'Etat. C'est avant cette date que le gouvernement déposera devant le Parlement un projet de loi définissant le statut de la nouvelle société. Le rapport Guillaumat, confirmé en cela par le rapport Giraudet pour le VIII^e Plan, dit que « L'Etat renouvel-

lerait la concession en 1982, seulement pour un service contracté » et il ajoute : « Les autres services périphériques seraient transférés à chaque établissement public régional qui pourrait alors en proposer la fermeture à l'Etat, en négocier la concession à la SNCF, en confier la concession à une entité régionale quelconque. »

Verra-t-on alors des cheminots du réseau noyau et des cheminots des collectivités locales ? En fonction du rapport de forces, verra-t-on le statut, c'est-à-dire l'embauchage, le déroulement de carrière, l'âge de la retraite, la garantie d'emploi, la caisse de prévoyance, les facilités de circulation, le droit de grève remis en cause ?

Avec le projet de loi Peyrefitte, le gouvernement s'apprête à affronter les luttes des travailleurs. Nous, cheminots, sommes concernés entre autres par l'article 18.1 qui déclare : « Quiconque, sans intention de provoquer un déraillement ou un accident, aura volontairement détruit, dérangé, endommagé, encombré ou envahi la voie ou les installations, équipements, matériels ou appareils ainsi que les lignes de transport ou de distribution d'énergie, sera puni d'un emprison-

nement de trois mois à deux ans et d'une amende de 1 000 à 30 000 F, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

La politique de régression du pouvoir d'achat, la compression des effectifs, la nouvelle réglementation du travail, le pillage de la SNCF par les grosses entreprises, les plans de restructuration et de démantèlement, tout cela est mijoté dans les sphères gouvernementales.

Dans cette politique d'ensemble, 1982 est une échéance décisive pour direction et gouvernement qui doit leur permettre de passer à un stade supérieur dans la rentabilisation et le démantèlement de l'entreprise. C'est donc à une véritable épreuve de force que ceux-ci se préparent, comparable au démantèlement de l'ORTF ou aux licenciements dans la sidérurgie. Bien sûr 1982 sera déterminé par le résultat de l'élection présidentielle en 1981, c'est à travers ces deux dates que se joue l'avenir de la SNCF, notre avenir. Il en va de notre emploi, de nos conditions de vie et de travail, de nos avantages acquis. Nous devons nous aussi préparer cette épreuve de force.



3 AUTOMNE-HIVER 1980 : les luttes montrent la nécessité de la grève générale de la SNCF

Si, depuis des années, les cheminots luttent contre la rentabilisation et le démantèlement de l'entreprise, une nouvelle période de lutte s'est ouverte après mars 1978. L'échec de la gauche signifie que les cheminots ne pourront compter que sur leur mobilisation. D'autant plus que le gouvernement profite de sa victoire pour publier, officiellement, ses projets : le rapport Guillaumat.

Depuis, compression d'effectifs, blocage des salaires, attaque contre les acquis et démantèlement sont méthodiquement agencés autour d'un calendrier précis : août 1979, adoption du nouveau PS 4 ; janvier 1980 : application du nouveau règlement aux roulants ; 1982 : fin du contrat d'entreprise.

Face à la mise en œuvre de ces projets dans tous les domaines, une combativité montante se manifeste. Jusqu'à l'été 1979, toute une série de luttes éclate. En particulier à Villeneuve-Saint-Georges et Paris-Austerlitz, fin 1978 et début 1979 ; à Caen-Rouen sur l'équipement du train postal.

Mais, la politique de harcèlement déjà pratiquée par les directions syndicales à cette époque ne permet pas de répondre à l'ampleur de l'attaque. La direction SNCF clôt, pendant l'été 1979, la négociation sur le PS 4 et entame sa mise en application. Elle profite de la passivité totale des syndicats minoritaires et de l'acceptation de fait de l'équipement des trains à agent seul par la FGAAC.

Mais, là encore, la riposte proposée par la CGT et la CFDT va montrer son inefficacité. En appelant à une succession de journées d'actions étaillées sur trois mois, parfois les roulants seuls, parfois tous les cheminots,

elles ne purent faire reculer la direction.

A partir de l'automne 1979

De nombreuses luttes ont lieu, témoignant de la combativité, contrairement à ce qu'affirment les dirigeants syndicaux facilement enclins à faire retomber les conséquences de leur tactique sur l'absence de mobilisation des cheminots : grève régionale à Chambéry en novembre ; grève du SERNAM de Lyon ; grève des sédentaires du dépôt de Vénissieux ; grève de tous les services à Toulouse pour la venue de Giscard puis contre Le Theule en décembre ; grèves du SES à Tours et Blois ; grève des ATV-KRU de Narbonne, du SERNAM de Quimper, de Juvisy, etc. Bref, une multiplication de grèves locales dures, massivement suivies.

En même temps, dans les syndicats et les assemblées générales du personnel, un débat se développe de plus en plus largement sur l'inefficacité de la tacite de harcèlement. Il va prendre toute son importance avec la grève du triage de Sotteville, l'appel des cinq cents de Rouen et la grève du service des trains de Lyon.

Au triage de Sotteville, les cheminots partent en grève pendant une semaine et élisent un comité de grève. Celui-ci lance un appel aux cheminots de Rouen et aux autres triages de France. Il n'est pas répercuté par les fédérations.

Le service des trains de Lyon-Perrache sera en grève pendant dix-sept jours, avec, là aussi, élection d'un comité comprenant des responsables CGT, CFDT, des non-syndiqués, pour conduire la lutte. Ils envoient des délégués dans plusieurs résidences du réseau Sud-Est et sont suivis par leurs camarades de Chambéry et Paris-Lyon. Ils s'adressent aux fédérations pour un

appel à la grève sur toute la France qui ne sera pas lancé. Ils devront reprendre le travail, victimes de leur isolement.

Toutes ces grèves traduisent la mobilisation montante des cheminots, leur volonté de conduire démocratiquement la lutte, mais elles montrent aussi la nécessité d'un mouvement d'ensemble au plan national pour faire échec à la direction.

L'appel des cinq cents de Rouen-Sotteville en est l'illustration. Une soixantaine de cheminots, syndiqués ou pas, échaudés par la répétition des actions sans lendemain lance un appel qui fait le point sur l'ampleur de l'attaque et insiste sur la nécessité d'une riposte efficace.

Deux impératifs selon eux : — la grève nationale reconductible de toutes les filières, — organiser démocratiquement l'action à travers, entre autre la mise en place de comités de grève.

Cet appel recueille cinq cents signatures sur la seule agglomération de Rouen !

L'intersyndicale CGT-CFDT des sections techniques ATV-KRU de Paris-Est reprendra l'objectif de la grève nationale reconductible dans une pétition, elle aussi massivement signée à la fin de la grève des agents de train du Sud-Est. Ce qui montre que les fédérations syndicales auraient pu ne pas laisser ces derniers isolés si elles l'avaient voulu.

Ce débat sur la tactique des luttes traverse maintenant la grande masse des cheminots et les organisations syndicales malgré la volonté des directions fédérales de l'esquiver. Il est au centre du 32^e Congrès CGT où une forte minorité réclame la fin de la « tactique du harcèlement ». Il se traduit aussi par l'évolution de l'Union fer CFDT qui se situe de plus en plus contre cette tactique et contre le « recentrage »

de Maire. Il sera au centre des préoccupations de la grève de janvier 1980.

Janvier 1980 : une nouvelle occasion manquée, une leçon pour l'avenir !

Le 14 janvier 1980 était une date décisive : la mise en place de l'équipement des trains à agent seul sur le réseau Sud-Est et les lignes à voie unique. En décidant de frapper les roulants et le réseau aux plus grandes traditions de lutte, la direction SNCF faisait un test très important. Si cette mise en place passait, elle pourrait d'autant plus facilement poursuivre sur les autres réseaux et préparer des attaques de plus grande envergure.

Là encore, les syndicats minoritaires ne bougeaient pas. La FGAAC non plus, elle négociait des compensations financières.

La CFDT (22 % des voix aux élections professionnelles) proposa une grève des fêtes, puis se prononça pour une grève de toutes les filières en janvier avec préavis de longue durée. Elle se rallia aux positions de la CGT (55 % des voix aux élections professionnelles) : grève carrée des roulants avec préavis de sept jours, les sédentaires étant appelés à l'action sans consigne précise.

Ainsi, la CGT a fait le choix d'une riposte, de fait, éclatée, limitée dans le temps et dans sa préparation : les consignes d'action ne sont lancées qu'une semaine avant l'échéance ! C'est-à-dire une riposte engagée dans les plus mauvaises conditions. En fait, la direction CGT a fait le choix de laisser la 37 B entrer en application.

Durcissement ou effritement ?

Après deux ou trois jours, la situation était assez claire : malgré les conditions de préparation et la division catégorielle entretenue par l'appel, la mobilisation était assez forte dans la majorité des cas. Il était donc possible de prolonger et de renforcer l'action ; sinon, c'était l'effritement et la reprise en ordre dispersé qui menaçaient.

Cette discussion eut lieu dans beaucoup d'assemblées générales qui firent des propositions aux fédérations. En particulier, celle d'une montée nationale des cheminots à Paris qui aurait renforcé la grève en montrant la force du mouvement :

en stimulant les secteurs moins mobilisés, en sortant les secteurs les plus mobilisés de l'isolement. Une montée nationale pouvait être très massive et combative et constituer ainsi le point d'appui à un appel ferme pour toutes les filières. Ce type d'initiative fut envisagé dans plusieurs endroits tels que Dreux, Caen, Rouen, Toulouse, etc.

Les fédérations refusèrent une telle initiative et, au contraire, lancèrent, le mardi soir, un deuxième appel démobilisateur. Pourtant, si le mercredi 16 les sédentaires commencèrent à rentrer, écœurés par cet appel sans perspective, le 16 et le 17, le mouvement fut encore massif chez les roulants.

Ces quelques jours de mobilisation intense mirent en évidence la responsabilité énorme des fédérations dans le choix de poursuivre ou cesser la lutte. Au premier chef, celle de la CGT, de loin la plus puissante. Derrière les formules ronflantes sur la nécessité de lutter est apparu le souci de la direction fédérale CGT de fixer des limites précises à cette fausse grève reconductible : limiter la jonction roulants-sédentaires en séparant les appels, limiter la généralisation de l'action en laissant les dépôts décidés coin par coin sans perspective centrale. Car cette démocratie à la base pour être réelle devait s'accompagner d'une centralisation de l'information et des décisions par la mise en place par les fédérations d'une coordination de délégués des assemblées générales au niveau des villes, des régions et au niveau national.

Malgré tous les obstacles, un mouvement massif

— Chez les roulants, malgré l'accumulation des journées d'action, la

participation fut considérable : elle se situe nationalement entre 60 % et 30 % pendant toute la semaine.

— Chez les sédentaires ce fut, bien sûr, moins fort : 40 % à 60 %. Mais là où il y eut un appel ferme à l'ensemble des cheminots, la participation fut massive toutes filières confondues. Ce fut le cas à Caen, Sotteville, Paris-Est, Paris-Sud-Ouest, Toulouse, Marseille, Brest, Quimper, Paris-Montparnasse, Trappes, Versailles, Dreux, Chartres, Le Mans, Nantes, Bordeaux, etc.

Avec, bien entendu, des inégalités, des points faibles, surtout en région parisienne, dans l'Est et le Nord. Mais ce sera toujours le cas dans une entreprise de la taille de la SNCF et le type d'appel lancé ne pouvait que renforcer ces inégalités.

La montée nationale refusée pendant la grève fut reprise un mois plus tard par la direction CGT, une fois le mouvement retombé ! Devant autant de gâchis, l'éccrément a été grand, surtout là où la mobilisation avait été plus forte.

Avec le recul, les choses doivent apparaître plus clairement à tous ceux qui n'ont pas compris et ont critiqué l'attitude des fédérations. Il ne s'agissait pas d'erreurs, mais d'une orientation : en rester à la « tactique de harcèlement », c'est-à-dire maintenir la lutte des cheminots dans des limites étroites pour éviter l'épreuve de force avec la direction et le gouvernement. Ce choix a ses racines dans la politique du PS, du PC et des directions des grandes centrales syndicales qui pratiquent la division d'un côté et le morcellement des luttes de l'autre, et refusent ainsi de prendre les moyens de gagner sur les revendications et de chasser Giscard-Barre.

Cette orientation permet à la



direction de la SNCF de faire passer ses projets et de préparer 1982 dans les meilleures conditions !

1982 : une échéance capitale pour les cheminots

En 1982, direction et gouvernement sont décidés à frapper un grand coup, comparable au démantèlement de l'ORTF.

Dans les plans de la bourgeoisie, le démantèlement de la SNCF est un objectif très important. Nous devons donc préparer cette échéance dès maintenant si nous ne voulons pas, encore une fois, nous

retrouver sur la défensive.

L'impératif est clair : préparer la grève générale de la SNCF pour faire échec aux plans gouvernementaux. Préparer par un débat en profondeur, sur tous les chantiers, la grève reconductible de toutes les filières. Si nous voulons contrôler notre grève et que chacun n'agisse pas dans son coin sans tenir compte des autres, elle doit être démocratique et coordonnée nationalement par des délégués élus dans toute la France. Des délégués élus par les assemblées générales auront pour tâche de centraliser l'action localement et régionalement et de désigner ceux qui les représenteront aux coordinations nationales.

Ceci peut passer par l'élection de comités de grève par chantiers, bureaux, dépôts et gares, permettant aux cheminots de prendre vraiment leur lutte en main. Les comités de grève et les délégués élus pour une coordination nationale ne sont pas une « utopie gauchiste », l'exemple polonais vient d'en être une illustration remarquable.

Mais nous avons un autre moyen, immédiat, de préparer 1982 : en préparant 1981. Il est évident que le résultat de l'élection présidentielle pèsera très lourd pour l'échéance de 1982. Cela veut dire que préparer 1982, c'est aussi pour nous, tout faire pour que Giscard soit battu à l'élection présidentielle !



ELECTION PRESIDENTIELLE Giscard peut être battu

Nous ne sommes pas de ceux qui opposent les luttes aux élections. Notre objectif immédiat, celui de tous les travailleurs, c'est de chasser Giscard le plus rapidement possible. A l'élection présidentielle, toutes les voix ouvrières devront s'unir pour cela. Bien sûr les sondages tentent de nous endormir en pronostiquant à coup sûr la réélection de Giscard, bien sûr, la division politique rend de plus en plus crédible ce résultat.

Les cheminots savent par expérience que sans unité syndicale, toute action est vouée à l'échec. Alors, comment battre Giscard dans ce climat de division qui ravage les rangs ouvriers ?

Lors des dernières élections sénatoriales, le PCF a favorisé dans plusieurs endroits l'élection de sénateurs de droite plutôt que de se désister en faveur d'un socialiste mieux placé. A Sochaux, un ouvrier CGT candidat du PS a été battu par un patron de chez Peugeot à cause du maintien du PC au second tour. Georges Marchais, le 12 octobre à *Cartes sur table*, a annoncé sans rire que la « formule du désistement automatique est périmée », hypothéquant ainsi un bon report de voix sur le socialiste si celui-ci est en tête contre Giscard.

Pour sa part, la direction socialiste est empêtrée dans ses manœuvres de sommet tout en faisant des clins d'œil complices au RPR.

Va-t-on rater une nouvelle occasion de chasser Giscard ?

Que nous soyons socialiste, communiste, révolutionnaire ou sans parti, nous ne devons pas les laisser faire plus longtemps. Giscard peut être battu parce qu'une majorité dans le pays en a assez de sa politique qui est finalement très simple : l'austérité pour les travailleurs de façon à sauver les profits des capitalistes. Mais la bataille pour

battre Giscard en 1981 doit commencer sans plus attendre. Cela passe par battre la division pour battre Giscard.

Adressez-vous aux dirigeants du PC et du PS pour leur dire : assez de division, si Giscard est réélu, vous en porterez toute la responsabilité. Qu'il y ait des désaccords entre partis, rien de plus normal, mais que ceux-ci soient expliqués clairement. Le système électoral à deux tours permet, en plus, qu'au premier tour chaque parti expose son programme et ses désaccords. Mais cela n'a rien à voir avec ce qui se passe aujourd'hui. On peut avoir des points de vue et un programme différents tout en agissant ensemble sur ce qui nous unit, et en 1981, ce qui unira, c'est battre la droite, battre Giscard.

Cela veut dire que chaque parti doit s'engager clairement dès maintenant, quel que soit le résultat du premier tour, qu'il se désistera sans condition pour le candidat du PC ou du PS le mieux placé et qu'il mènera campagne pour qu'il batte celui de la droite.

Maintenir une ambiguïté là-dessus, attendre plus longtemps pour se décider, c'est concrètement préparer la réélection de Giscard !

Le PC et le PS viennent chacun de faire un pas de plus dans la spirale infernale de la division. Les dirigeants du PS se croient habiles de faire quelques risettes au RPR et à Chirac, les ennemis de toujours de la classe ouvrière. Ce genre de manœuvre n'attirera pas une voix gaulliste, et ne fera que renforcer l'égoïsme des travailleurs vis-à-vis des combines de la politique politique. De plus, elle servira de prétexte pour une nouvelle escalade dans la division de la part du PC justifiant le refus du désistement par la logique du « bonnet blanc et blanc bonnet ». Ainsi, le PC n'est pas à une contradiction près : « Mitterrand ou Giscard, ce serait pareil » dit Marchais et, en même temps, il

demande du PS de revenir à la politique d'union. Mais il ne reproche pas à Giscard de tourner à droite, il ne lui propose pas l'union !

Parce que, justement, quel que soit le programme électoral de Marchais ou Mitterrand, le PS et Giscard ce n'est pas blanc bonnet et bonnet blanc. Le PS est un parti ouvrier et la victoire du candidat du PS serait un immense encouragement pour le combat des travailleurs.

Giscard réélu, la bourgeoisie frapperà à coups redoublés. Giscard battu, c'est la classe ouvrière qui sera à l'offensive.

C'est pourquoi, par dizaines de milliers, sans écouter les sirènes du découragement ou de la résignation, nous devons engager la bataille pour le désistement inconditionnel, pour la défaite de la droite en général et de Giscard en particulier. Dans cette bataille, chaque cheminot, militant politique ou syndical a une responsabilité de premier plan en cette rentrée.

Pour un gouvernement du PC et du PS

Si Giscard et sa clique sont mis dehors, par les élections ou par une mobilisation générale de la classe ouvrière, alors la question du gouvernement de recharge sera posée.

Deux partis se partagent la confiance de l'immense majorité des travailleurs : le Parti communiste et le Parti socialiste. On peut le regretter — et nous le regrettons car nous n'avons aucune confiance dans ces partis — mais c'est ainsi. Dans cette situation-là, aucun de ces partis ne peut prétendre gouverner contre l'autre, au nom des travailleurs.

S'ils refusent de s'entendre, cela ne peut signifier que deux choses : soit laisser la droite en place, soit gouverner avec une partie de la droite maquillée pour l'occasion en

centre ou centre-gauche. Dans les deux cas, ce sont les travailleurs qui en feront les frais.

Contre le statu quo et contre toutes les coalitions avec des représentants de la bourgeoisie, nous luttons pour un gouvernement représentant la majorité des travailleurs. Aujourd'hui, cela veut dire un gouvernement du PC et du PS.

« C'est impossible, ils ne sont pas d'accord »

C'est normal qu'ils ne soient pas d'accord. Sinon, il n'y aurait pas plusieurs partis. Il y a et il y aura toujours des courants de pensée différents dans la classe ouvrière.

La vraie question est celle-ci : peut-on avoir des désaccords et malgré tout se battre ensemble contre les patrons et le pouvoir à leur service. Nous disons : oui, c'est possible si on a comme souci unique l'intérêt des travailleurs.

- Socialistes, communistes, révolutionnaires, sans partis, nous pouvons lutter côté à côté contre l'adversaire commun, tout en discutant les choses qui nous séparent. C'est possible et indispensable. Sinon, les patrons et la droite ne rencontrent qu'une résistance affaiblie et peuvent porter des coups sévères.
- Cette unité d'action, malgré les désaccords et les différences, nous la réalisons régulièrement sur les chantiers. Quand nous montons en délégation, quans nous faisons grève, on ne demande pas qui est pour le PS, pour le PC ou la LCR. Nous discutons l'action, les revendications. Les points de vue différents sont confrontés en assemblées générales. Et après, on se plie à l'avis majoritaire. C'est la seule façon, malgré les désaccords, d'agir au coude à coude.

Si les dirigeants du PC et du PS n'y arrivent pas, c'est qu'ils font passer d'autres intérêts avant ceux des travailleurs. Le PC préfère agir tout seul, même si c'est inefficace, pour redorer son blason et recruter. Le PS, lui, n'agit quasiment pas, sauf pour les élections et cherchent à capter des voix en choquant le moins possible la bourgeoisie. Evidemment, l'une et l'autre politique mènent à l'impassé et laissent les travailleurs sous les coups de l'austérité.

PS et PC doivent prendre leurs responsabilités

Ils affirment tous deux vouloir satisfaire les aspirations des tra-

vailleurs. Alors qu'ils se plient à la volonté majoritaire de ceux-ci !

Les travailleurs savent quels sont leurs problèmes cruciaux, leurs revendications les plus importantes. Ils sont capables de discuter les rythmes et les moyens à prendre pour y répondre et donc de se prononcer sur les désaccords clés entre différents partis.

Voilà une base qui permettrait au PC et au PS d'agir et de gouverner en commun :

- qu'ils engagent résolument la lutte pour chasser la droite ;
- que les désaccords soient clairement et publiquement débattus, sans négociation secrète et combinaison de couloir ;
- qu'ils ne cherchent pas l'alliance avec des gens prétendument de gauche, mais en fait défenseurs acharnés du capitalisme comme l'étaient les radicaux et gaullistes « de gauche » ;
- qu'ils s'engagent à soumettre les questions fondamentales aux travailleurs qui trancheront après débat.

Si les directions du PS et du PC, prenaient clairement leurs responsabilités sur ces bases, s'ils postulaient au gouvernement et appelaient les travailleurs à se mobiliser pour chasser Giscard-Barre, l'issue ne ferait plus aucun doute, Giscard et la droite toute entière seraient balayés.

Vous faites donc tellement confiance à Marchais, Mitterrand et Rocard que vous les vouliez au gouvernement ?

Nous ne leur faisons aucune confiance. Mais la grande majorité des travailleurs les suit, vote pour eux, pense comme eux qu'on ira « graduellement » au socialisme, par la voie électorale. Nous souhaiterions que la LCR ait la confiance de la majorité des travailleurs de ce pays. Hélas, ce n'est pas le cas. Nous proposons donc des objectifs qui peuvent unir dans l'action tous ceux qui veulent que ça change, que les revendications aboutissent. Notre combat est celui de tous les travailleurs, pas seulement de nos partisans. La tâche de l'heure, c'est de bloquer l'offensive du pouvoir et du patronat. Stopper le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, les attaques contre la Sécurité sociale (et la caisse de prévoyance et les cheminots). Cela impliquera de mettre Giscard-Barre dehors. Pas pour mettre Chirac à la place, qui ferait une politique tout autant anti-ouvrière. Pour mettre un gouverne-

ment qui représente la majorité des travailleurs. Aujourd'hui cela veut dire un gouvernement PC-PS.

Nous ne cachons à personne que même avec Mitterrand et Marchais au gouvernement, les problèmes ne seront pas résolus. Il faudra rester vigilants et mobilisés pour exiger que soit respectée la volonté des travailleurs. Mais la classe ouvrière serait en bien meilleure position pour faire prévaloir ses vues.

Les travailleurs peuvent peser contre la division.

Nous pouvons pour beaucoup plus qu'il n'y paraît. A une condition : que chaque cheminot soit conscient que la diversion actuelle fait le jeu de Giscard ne reste pas isolé et se décide à agir. C'est possible. En 1934, juste avant le Front populaire, ce sont les travailleurs qui ont imposé l'unité à leurs dirigeants. Nous pouvons agir à tous les niveaux :

- sur chaque chantier, en veillant à ce que le sectarisme ne s'installe pas ;
- dans les organisations syndicales, en proposant des objectifs répondant à la volonté d'action et d'unité des cheminots ;
- pour ceux qui sont membres du PC et du PS, en discutant dans leurs partis pour combattre l'esprit de boutique, en exigeant des directions qu'elles cessent leur jeu de massacre ;
- en participant activement à la campagne électorale : en discutant sur les chantiers, en allant dans les réunions publiques pour demander des comptes à chacun des candidats : « Allez-vous tout faire pour que Giscard soit réélu ou pour le mettre dehors ? » ;
- en rejoignant ceux qui luttent pour une mobilisation unitaire contre le pouvoir. L'an passé plus de cent mille travailleurs ont signé une pétition pour « l'union dans les luttes » lancée par des militants du PC et du PS. Cela a permis dans des centaines d'entreprises ou de localités des rencontres, des débats publics. A Marseille, à la gare Saint-Charles, il y a eu plus de quatre cents signatures. Aux ateliers du Moulin-Neuf, deux cent cinquante signatures sur sept cents cheminots environ.

Pour le 1^{er} Mai à Paris, refusant le fait accompli des cortèges séparés, une marche pour l'unité a été appelée par plus de mille syndicalistes CGT, CFDT, FO, FEN et des dizaines

de structures syndicales avant que chacun rejoigne son cortège syndical.

Il faut poursuivre dans cette voie. Rejoindre les comités qui se sont organisés dans ces occasions et sont décidés à poursuivre leur action :

— en ne misant pas tout sur les élections. En contribuant à la mobilisation des cheminots. Car les « états-majors » des grands partis ont les mains beaucoup moins libres quand ils ont à faire à une classe ouvrière mobilisée, sûre de ses revendications, prenant le temps de discuter les moyens de vaincre. Alors, les « responsables » ne sont plus seuls à décider. Ils doivent tenir compte de ce que les travailleurs décident sur le tas.

**Alain Krivine,
candidat de la mobilisation
unitaire des travailleurs
contre l'austérité,
pour chasser Giscard**

Pour que les options qui précèdent soient défendues dans la cam-

pagne de l'élection présidentielle, pour que celle-ci ne soit pas le seul concert bien réglé de la division et de ceux qui s'en accommodent, la LCR a décidé de présenter Alain Krivine à l'élection présidentielle.

Ce n'est pas facile. Le pouvoir dresse des obstacles très difficiles à surmonter contre de telles candidatures. Pourquoi ? Justement pour éviter que le concert bien réglé ne soit déréglé.

Cette atteinte scandaleuse à la liberté d'expression a été verbalement condamnée par le PS et le PC. Mais, en pratique, ils s'en font complice en refusant de permettre à Krivine et d'autres de se présenter : mieux vaut faire taire les gêneurs. Malgré cela, nous ferons le maximum pour que cette candidature soit possible.

On nous fait souvent l'objection suivante : « Vous êtes pour l'unité, mais vous rajoutez à la division en présentant un candidat de plus. » Nous ne sommes pas d'accord avec cette présentation des choses. Non, ce n'est pas diviser que défendre son point de vue. Précisément, ce que nous faisons devrait être la rè-

gle pour tous les candidats d'organisations du mouvement ouvrier : présenter ses positions tout en indiquant clairement que nous agirons ensemble pour battre l'adversaire commun.

C'est d'autant plus vrai aujourd'hui : ce n'est pas diviser que faire de entendre, seul parmi tous les candidats, la volonté de lutte et d'unité pour chasser Giscard. Le vote pour Krivine servira à ce que, dans l'élection même, cette volonté s'exprime.



CONSTRUIRE LA LCR

Partout, dans leurs entreprises, les camarades de la LCR sont reconnus comme de bons militants ouvriers, actifs, sérieux et dévoués, comme de bons cadres syndicaux. Nos critiques vis-à-vis de Marchais et de Mitterrand sont souvent trouvées justes. Mais bien des camarades ne comprennent pas pourquoi nous construisons une nouvelle organisation politique, à côté du PC et du PS, pourquoi nous construisons la Ligue communiste révolutionnaire.

Agir sur les chantiers, militer dans une organisation syndicale est indispensable. Mais c'est insuffisant. D'abord, parce que les organisations syndicales sont divisées. Alors que nous nous battons pour qu'il y ait un seul syndicat rassemblant tous les travailleurs quelle que soit leur opinion. Nous

sommes pour un syndicat unique et démocratique.

Mais aussi parce que se limiter au plan syndical permet de lutter au jour le jour, mais ne permet pas d'en finir avec notre adversaire : le capitalisme.

Le PC et le PS sont incapables de nous libérer du capitalisme, parce que tous les deux, quoi qu'ils en disent, ont une politique réformiste. Avec des dirigeants qui ne connaissent plus les difficultés de la vie du travailleur du rang et se sont finalement habitués à leur carrière de politiciens.

Ils s'apostrophent violemment pour se prendre des adhérents ou des électeurs. Mais :

- PC et PS sont d'accord pour racheter à leurs propriétaires les

entreprises qui seraient nationalisées. Nous disons : ces propriétaires ont déjà (eux ou leurs familles) volé leurs richesses une fois aux travailleurs, on ne va pas recommencer.

- PC et PS sont d'accord pour aller au gouvernement avec des politiciens de la bourgeoisie : radicaux et gaullistes « de gauche », qui se sont dépêchés de s'éloigner quand ils ont vu que la soupe semblait rester du côté de la majorité. Fabre est aujourd'hui pour Giscard et la plupart des dirigeants gaullistes « de gauche » ont rejoint Chirac.

Nous disons : on ne peut mener une politique contre les capitalistes avec les amis des capitalistes.

● PC et PS sont d'accord pour que Giscard ait la bombe atomique. Nous, nous sommes contre l'armement nucléaire aux mains des ennemis des travailleurs.

● PC et PS sont d'accord pour garder l'essentiel des institutions imposées par le coup d'Etat de De Gaulle. Nous disons qu'il faut s'en débarrasser complètement si l'on veut vraiment mettre sur pied la démocratie pour les travailleurs.

● PC et PS sont d'accord pour nationaliser « un seuil minimum » d'entreprises (mais n'étaient plus d'accord en 1978 sur leur nombre et ce que cela voulait dire). Nous disons : il faut nationaliser complètement toutes les grandes entreprises-clés de l'économie, si nous ne voulons plus que les capitalistes la dirige à leur profit.

● PC et PS sont d'accord pour garder l'armée actuelle en modifiant certains aspects de son fonctionnement.

Nous, nous disons que cette armée dirigée par des mercenaires au service du capital, construite pour asservir les peuples coloniaux et réprimer les luttes ouvrières sera à

— le PS fait des discours à l'Assemblée nationale, c'est tout. Entre deux élections, c'est l'inaction. Pour les élections, Mitterrand et Rocard rivalisent à qui sera le plus « raisonnable » pour ne pas effrayer les patrons. Depuis mars 1978, le PS a été absolument incapable de donner aux travailleurs la moindre perspective pour bloquer l'offensive Giscard-Barre ;

— Edmond Maire est pour la grève générale et les comités de grève en Pologne, mais contre en France. Ce grand ami de Rocard ne pense pas le changement possible et propose de négocier avec les patrons « ce qui est négociable » ;

— le PCF prétend appeler les travailleurs à l'action, mais si ces

nouveau utilisée contre les travailleurs si nous la laissons en état.

PC et PS n'offrent pas de débouché

S'ils sont d'accord sur le fait que les luttes peuvent obtenir des succès partiels ; pour les grands changements, PC et PS s'en tiennent au cadre électoral. Nous disons : c'est par la mobilisation puissante et nationale que les travailleurs pourront bousculer les patrons et le pouvoir à leur service. En sachant que les privilégiés ne respecteront pas la « démocratie » s'ils sont menacés de tout perdre et donc en nous y préparent.

Voilà la différence entre leur politique et la nôtre. Une telle politique ne peut pas être improvisée. Elle doit être réfléchie, discutée, expérimentée. Mai 68 n'a pas donné tout ce qu'il pouvait parce que trop peu de travailleurs s'étaient préparés à une telle situation. Il n'y avait pas de parti capable de coordonner nationalement l'action pour porter les coups les plus sévères à la bourgeoisie. Au contraire, Mitterrand et Marchais freinaient des quatre fers. C'est ce qu'ils continuent de faire :

discussions sont bruyantes et violentes, ses « actions » sectaires sont peu efficaces. Elles sont absolument incapables de faire échec à la politique de Giscard-Barre. Cette politique dans les luttes se complète très bien avec son attitude aux élections dans le refus d'offrir un débouché aux travailleurs. Ainsi, PS comme PC, qui préfèrent tout à un nouveau Mai 68, n'offrent, derrière les discours pour le changement, qu'un horizon bouché.

● PS et PC n'ont jamais renversé le capitalisme en France. Pour eux, « jamais les conditions n'étaient mûres ». Face à cette impuissance, le PS exalte la « démocratie au service des patrons » et le PC juge positif le bilan des pays « socialistes ».

Nous combattons pour le socialisme. Contre tous les sceptiques, nous réaffirmons : oui, le socialisme est nécessaire et possible ! Mais le socialisme n'est pas ce qui se passe dans les pays de l'Est, c'est le pouvoir aux mains des travailleurs.

Les événements de Pologne ont montré que ce n'est pas le cas dans ces pays. Si la classe ouvrière avait un minimum de pouvoir, elle n'aurait pas besoin d'une grève générale pour imposer ses revendications que chacun maintenant trouve justifiées. Une authentique démocratie ouvrière est possible, qui n'a rien à voir avec la pseudo-démocratie des pays capitalistes. La formidable mobilisation des ouvriers polonais, son organisation exemplaire — comités de grève élus, coordonnés entre les entreprises et sans cesse sous le contrôle de tous — démontre une fois de plus que la classe ouvrière a la force et la capacité de diriger démocratiquement la société.

Agir avec la LCR

C'est pourquoi, nous disons aux cheminots :

— si tu es d'accord avec nous, au lieu de nous regarder avec sympathie, rejoins-nous !

— si tu n'es pas d'accord avec notre politique, que tu sois au PC, au PS, dans aucun parti, agis avec nous pour que les choses sur lesquelles nous pouvons tous être d'accord avancent :

● Pour la satisfaction de nos revendications : grève reconductible de toutes les filières, en cherchant la jonction avec d'autres secteurs de la classe ouvrière !

● Halte à la division : unité d'action contre l'austérité, contre Giscard-Barre !

● Giscard peut être battu à l'élection présidentielle : désistement sans condition pour le candidat du PC ou du PS arrivé en tête !

● La droite à la porte : gouvernement du PC et du PS !

CONFERENCE NATIONALE DES CHEMINOTS DE LA LCR

**LES 29 ET 30 NOVEMBRE
A PARIS**

**Contacter le secteur SNCF de la LCR
2, rue Richard-Lenoir à Montreuil (93108)**

